

International

GOUVERNER L'ATLANTIQUE NORD : FLUX, PROFONDEURS ET CHOIX DÉMOCRATIQUES

Xavier Carpentier-Tanguy

08/09/2026

Dans le cadre du référendum tenu en Islande le 29 août dernier et de la présidence du Conseil de l'Union européenne par l'Irlande, mais aussi de la présence grandissante chinoise et russe dans l'espace de l'Atlantique Nord, Xavier Carpentier-Tanguy, directeur de l'Observatoire géopolitique des mondes marins de la Fondation, met en avant le besoin d'une plus grande coordination européenne et d'établir une véritable stratégie commune dans cette zone de plus en plus géopolitiquement essentielle, entre flux, profondeurs¹ et choix démocratiques. Ce travail se déclinera en une présentation générale des enjeux et deux notes d'analyse consacrées à **l'Islande à la suite du scrutin référendaire**, et à l'Irlande, assurant la présidence du Conseil de l'UE.

Introduction : Atlantique Nord et démocratie de l'Union européenne

Un espace redevenu stratégique

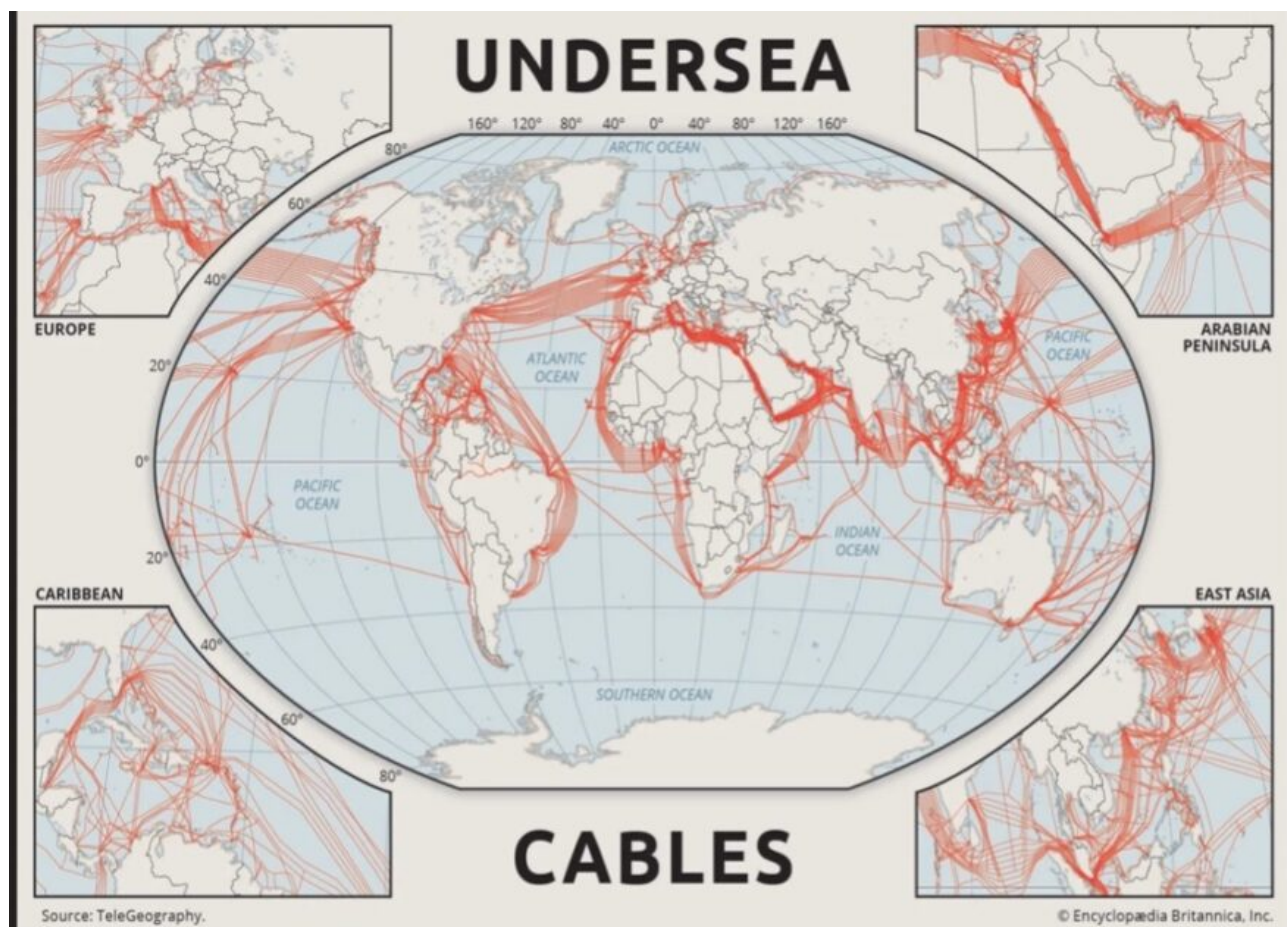
L'Atlantique Nord reste une grande route commerciale, mais cette fonction n'épuise plus sa portée stratégique. Depuis le milieu des années 2020, les activités russes de présence et de renseignement, la garantie de **sécurité américaine** et atlantique, les investissements et coopérations scientifiques chinois, ainsi que les instruments économiques et réglementaires de **l'Union européenne** y sont davantage observés comme les éléments d'une même configuration. La grille européenne, qui associe depuis 2019 coopération, concurrence économique et rivalité systémique dans la relation avec la Chine², éclaire une partie de cette évolution sans suffire à rendre compte de tous les acteurs. Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) soulignait déjà en 2018 l'importance stratégique renouvelée des espaces arctiques et nord-

atlantiques³.

Les câbles transatlantiques, épine dorsale de la continuité économique et numérique européenne, deviennent des objets de surveillance et de compétition. Les comportements russes documentent une capacité que l'Europe ne peut ignorer. Le Yantar, bâtiment océanographique armé par la Direction principale de la recherche en eaux profondes du ministère russe de la Défense, a transité à l'ouest de l'Irlande en 2021⁴. En novembre 2024, il a patrouillé dans la mer d'Irlande, à proximité des câbles et des gazoducs qui relient l'île à la Grande-Bretagne ; son transpondeur AIS (Système d'identification automatique) est resté éteint pendant l'essentiel du passage, le navire n'apparaissant sur les systèmes de suivi commerciaux que le temps d'une émission de quelques minutes au sud de l'île de Man. Le patrouilleur LÉ James Joyce l'a escorté hors de la zone économique exclusive (ZEE) irlandaise, avec l'appui d'un avion de patrouille de l'Air Corps⁵. En novembre 2025, une nouvelle présence du bâtiment aux abords des îles Britanniques a été rendue publique par le ministre britannique de la Défense⁶. Ces épisodes ne constituent pas des attaques établies. Ils forment une série de signaux ambigus qui appellent surveillance, qualification et coopération.

La guerre en Ukraine a rendu plus visibles les dépendances européennes à l'égard d'approvisionnements critiques acheminés par mer ou contrôlés par des acteurs extérieurs. L'Irlande importe 86% de son énergie et reçoit 74% de son gaz par deux interconnecteurs reliés à la Grande-Bretagne. Dans ce contexte, la souveraineté énergétique désigne moins une autonomie complète qu'une capacité à diversifier les sources, sécuriser les liaisons et organiser des solutions de remplacement⁷.

Figure 1. Le réseau mondial des câbles sous-marins de communication : la continuité numérique européenne dépend de lignes qui convergent vers les approches atlantiques de l'Irlande⁸



La question démocratique

Le 1^{er} juillet 2026, l'Irlande a pris pour six mois la présidence du Conseil de l'Union européenne. Le 29 août, l'Islande a rejeté par référendum la reprise des négociations d'adhésion, par 52,8% des suffrages contre 47,2% et une participation de 82,5%⁹. La proximité des deux échéances ne crée pas à elle seule un moment décisif, mais elle rapproche deux questions habituellement traitées séparément : la coordination européenne dans l'Atlantique Nord et la liberté de choix institutionnel d'un petit État. Le scrutin islandais est demeuré d'abord un vote national, dont les effets sont lus à Washington, Bruxelles et Pékin.

Une tension a donc traversé l'action européenne à la fin d'août 2026. L'Atlantique Nord appelle une coordination stratégique plus cohérente, mais les choix institutionnels décisifs relèvent du suffrage d'États souverains. L'Union ne peut convertir une nécessité stratégique en injonction sans affaiblir la légitimité qu'elle prétend défendre ; inversement, le respect des temporalités démocratiques peut ralentir la cohérence qu'exige la compétition géopolitique. Cette tension révèle moins une faiblesse de l'Union qu'une contrainte structurelle de l'action internationale

démocratique.

L'hypothèse défendue ici est que l'Atlantique Nord requiert une coordination accrue de ses conditions de circulation. La Chine y développe, notamment par l'Islande, deux formes d'insertion : Sinopec Green Energy Geothermal Development, co-entreprise constituée en Chine par Sinopec Star et le partenaire islandais Arctic Green, et la China-Iceland Arctic Science Observatory (CIAO) à Kárhóll. La Russie multiplie les présences navales et les activités de renseignement documentées, tandis que les câbles transatlantiques demeurent vulnérables. L'absence de coordination européenne accroîtrait la dispersion des responsabilités et les dépendances envers des capacités extérieures¹⁰.

Dans les cas étudiés, les activités russes et chinoises ne sollicitent pas les mêmes instruments d'analyse. Les passages du Yantar rendent visible une présence navale dont l'intention demeure difficile à établir publiquement. Les coopérations chinoises en Islande relèvent, elles, de relations scientifiques, industrielles et commerciales régulières, mais susceptibles d'être réinterprétées à la lumière des risques de dépendance ou de double usage. La rencontre entre Xi Jinping et la présidente islandaise en octobre 2025, suivie d'une déclaration sur la géothermie, illustre la continuité politique de ces liens. Cette différence n'autorise pas une typologie absolue de l'action russe et chinoise ; elle indique plutôt que la surveillance navale, le contrôle des investissements et la gouvernance des données répondent à des problèmes distincts¹¹.

Ces considérations stratégiques ne suspendent pas les procédures démocratiques. Le 29 août 2026, les électeurs islandais ont tranché ; les acteurs extérieurs pouvaient exprimer des préférences, sans décider du résultat. De même, l'Irlande fixe le niveau de ses capacités et de ses coopérations dans le cadre de sa *National Maritime Security Strategy 2026-2030*¹². Les intérêts halieutiques, énergétiques et budgétaires continueront donc de peser sur des choix que le vocabulaire de l'urgence géopolitique ne saurait trancher à lui seul.

D'où la question qui traverse ce dossier : que peut l'Union dans un espace où ses dépendances sont réelles, ses compétences partagées et ses partenaires pas tous membres ? La question n'appelle pas de réponse définitive. Elle appelle une série de choix, chacun porteur de coûts.

Structure de l'analyse

Le dossier [LIEN] rapproche deux situations différentes. En Islande, l'analyse porte sur l'articulation entre ancrage occidental, coopérations extérieures et choix institutionnel ; elle examine successivement le résultat du scrutin, la pêche comme ressource et comme régime de

propriété, le contentieux du plateau continental à Hatton-Rockall, le seuil Groenland-Islande-Royaume-Uni avec ses câbles et ses infrastructures d'observation, enfin les coopérations chinoises. En Irlande, elle porte sur l'écart entre l'étendue du domaine maritime et les moyens disponibles pour connaître, surveiller et protéger ses différentes couches. La notion de seuil vertical sert ici d'hypothèse de lecture : les pouvoirs de passage, de qualification, de visibilité, d'assurance, de réparation et de substitution sont répartis entre Dublin, Londres, Bruxelles, les opérateurs privés et les partenaires militaires.

Leur rapprochement permet ainsi d'examiner, sans présumer d'une réponse unique, la portée et les limites de l'action européenne dans l'Atlantique Nord.

Le résultat du 29 août 2026 et ses effets

Les Islandais ont rejeté la reprise des négociations par 52,8% contre 47,2%, avec une participation de 82,5%. Sur les six circonscriptions du pays, seules les deux de Reykjavík ont donné une majorité au « oui », et l'écart national s'établit à un peu moins de 13 000 voix sur plus de 225 000 suffrages exprimés¹³. La Première ministre Kristrún Frostadóttir a annoncé le lendemain que son gouvernement ne rouvrirait pas les négociations pendant la législature en cours et a indiqué vouloir approfondir la relation existante par l'Espace économique européen (EEE)¹⁴. La Commission a pris acte du résultat en rappelant que l'Islande demeure un partenaire proche, et le président du Conseil européen a réaffirmé le respect du choix islandais¹⁵.

L'Islande demeure donc étroitement associée au marché intérieur par l'EEE et à la sécurité collective par l'OTAN, tout en restant extérieure aux institutions politiques de l'Union. Les coopérations avec la Chine examinées dans [la note consacrée à l'Islande](#) ne sont pas déterminées par le vote : leur encadrement éventuel relève de décisions nationales, sans mécanisme européen applicable. La portée du refus doit toutefois être mesurée avec précision. Le 18 mars 2026, l'Union et l'Islande avaient signé un partenariat de sécurité et de défense couvrant l'Arctique, la sécurité maritime, la cybersécurité, les menaces hybrides et la protection des infrastructures critiques, câbles sous-marins compris¹⁶. Le canal de sécurité entre Bruxelles et Reykjavík existait donc avant le scrutin et ne dépendait pas de l'adhésion. Ce que le 29 août 2026 ferme concerne le marché intérieur et la participation à la décision. L'enjeu pour l'Union devient de construire une stratégie nord-atlantique avec une Islande partenaire et non membre, configuration déjà éprouvée avec la Norvège.

Le résultat est serré sans être contestable. Sa validité juridique n'est pas en cause et le gouvernement, qui s'était engagé à s'y conformer, l'a fait dès le lendemain. La portée politique du

mandat reste toutefois bornée par l'étroitesse de l'écart et par la nature des clivages révélés, territoriaux et sectoriels autant que partisans. La présidence irlandaise devra en tenir compte : le refus porte sur une procédure d'adhésion et non sur la coopération avec l'Union, dont les autres registres demeurent ouverts.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Enjeux critiques après le 29 août 2026

Pour l'Union européenne, l'enjeu concerne la coordination de ses approches maritimes occidentales. Une gouvernance fragmentée pourrait accroître la dépendance envers des capacités extérieures de surveillance, d'approvisionnement énergétique ou de réparation. Elle rendrait aussi plus difficile le traitement conjoint de phénomènes qui relèvent d'institutions différentes, notamment la circulation océanique, les stocks halieutiques et l'adaptation climatique. Ces données physiques et économiques bornent concrètement les choix publics européens. Chatham House plaide en ce sens pour un renforcement des moyens partagés de connaissance du milieu – couverture satellitaire, réseaux de capteurs sous-marins dans le seuil Groenland-Islande-Royaume-Uni, rotations d'avions de patrouille maritime – et pour un consortium de données arctiques entre l'Europe et le Canada, au moment où les États-Unis réduisent leur propre production de données arctiques¹⁷.

Pour les petits États, l'enjeu ne se réduit pas à une opposition entre intégration et indépendance. L'Islande appartient déjà à l'OTAN, à l'EEE, à l'Association européenne de libre-échange (AELE) et à Schengen ; l'Irlande est membre de l'Union tout en conservant sa neutralité militaire. L'adhésion islandaise aurait impliqué un partage accru de compétences et l'application de normes européennes, notamment dans les domaines de la pêche, de l'énergie, de la concurrence et de l'environnement. Le refus du 29 août 2026 préserve ces marges nationales et laisse Reykjavík sans voix directe dans l'élaboration d'une part importante des règles qu'elle applique déjà. Ce choix a été fait avec une participation élevée ; il fixe, pour la durée de la législature, les termes dans lesquels l'Union devra travailler.

À travers ces deux cas se pose enfin une question plus étroite, et susceptible d'être tranchée sur pièces : dans quelle mesure l'Union peut-elle renforcer sa capacité d'action sans réduire les consultations nationales à de simples obstacles de calendrier ?

Figure 2. La circulation méridienne de retournement de l'Atlantique (AMOC)



Note de lecture : les échanges de chaleur, de sel et de nutriments rappellent que les politiques nord-atlantiques portent sur la colonne d'eau et ses dynamiques autant que sur les routes de surface¹⁸.

L'Union ne pouvait imposer une adhésion ni assimiler un vote négatif à une défection. Elle travaillera donc avec une Islande liée à l'OTAN, à l'EEE et à Schengen, et qui vient de confirmer ce cadre. La difficulté consiste à ajuster les instruments européens à un choix désormais connu : coordonner sans intégrer, dans un espace où les dépendances de l'Union sont réelles et ses compétences partagées.

1. Le mot désigne la dimension verticale, par opposition aux seules routes de surface, et renvoie à trois objets : le plateau continental disputé à Hatton-Rockall, les câbles posés sur ce fond, et la colonne d'eau elle-même avec l'AMOC (Atlantic Meridional Overturning Circulation, boucle de courants qui connecte l'océan de surface et l'océan profonde) et le seuil Groenland-Islande-Royaume-Uni.
2. La qualification de la Chine comme partenaire de coopération, concurrent économique et rival systémique provient de la communication conjointe UE-Chine du 12 mars 2019, JOIN(2019)5 final ; elle ne résulte pas d'une reclassification arctique en 2024.
3. John J. Hamre, Heather A. Conley et Guðlaugur Þór Þórðarson, « Back to the Future: The Geopolitical Centrality of the North Atlantic and Arctic », [Center for Strategic and International Studies](#), 16 mai 2018.
4. Le transit de 2021 à l'ouest de l'Irlande est rapporté par la presse irlandaise ; la référence propre reste à établir. Voir la note à venir consacrée à l'Irlande, section III, pour le détail des trajectoires et les réserves d'attribution.
5. « [Russian Spy Ship Confirmed to Be Operating near Cables off Dublin](#) », RTE Prime Time, 15 novembre 2024 ; « [Navy Vessel Escorts Russian "Subsea Spy Ship" out of Irish Waters](#) », *Irish Examiner*, 16 novembre 2024 ; « [Royal Navy Monitors Russian Seabed Spy Ship Yantar Loitering in Irish Sea](#) », *Navy Lookout*, novembre 2024, qui estime à environ quatre minutes l'émission AIS au sud de l'île de Man.
6. « [Russian Spy Ship Yantar Threatens UK and Irish Waters, Military Alert](#) », *Afloat*, 20 novembre 2025 ; la localisation précise du bâtiment par rapport à la zone économique exclusive irlandaise reste à établir.
7. Central Statistics Office (Irlande) et Commission for Regulation of Utilities, données 2023 sur les importations d'énergie et la dépendance gazière.
8. Source : [Encyclopædia Britannica](#).
9. « [Iceland Rejects Restarting EU Accession Talks in Referendum](#) », France 24 / Associated Press, 30 août 2026 ; « [Iceland Rejects EU Membership Plan in Referendum](#) », CNN / Reuters, 30 août 2026. Voir la [note sur l'Islande](#), section I, pour le détail.
10. Ties Dams, Louise van Schaik et Adája Stoetman, [Presence before Power: China's Arctic Strategy in Iceland and Greenland](#), La Haye, Clingendael Institute, juin 2020. Sinopec Green Energy Geothermal Development est une co-entreprise constituée en Chine par Sinopec Star (51%) et le partenaire islandais Orka Energy, devenu Arctic Green Energy (49%). La répartition actuelle du capital n'étant pas confirmée par un document d'entreprise récent, le passé est employé à dessein. Voir Arctic Portal, « [China-Iceland Arctic Observatory \(CIAO\), Kárhóll](#) ». La stratégie arctique américaine de 2022 vise en général les coopérations scientifiques chinoises à double usage, sans qualifier nommément CIAO.
11. Gouvernement de la République populaire de Chine, « [Xi Meets President of Iceland](#) », 14 octobre 2025, rencontre entre Xi Jinping et Halla Tómasdóttir, suivie d'une déclaration conjointe sur la géothermie et la transition verte.
12. *Department of Defence* (Irlande), *National Maritime Security Strategy 2026-2030*, 25 février 2026.
13. Sur la répartition par circonscription, voir CNN / Reuters, art. cité ; sur l'écart en voix, « [Iceland Votes No to Further EU Accession Talks in Tight Result](#) », Euronews, 30 août 2026.
14. Alexandre Lesur, « Référendum en Islande sur l'UE : le « non » l'emporte », [Touteleurope.eu](#), 30 août 2026.
15. Jorge Liboreiro, « 'A close partner': EU offers muted reaction after Iceland rebuffs accession talks », [Euronews](#), 30 août 2026.
16. Service européen pour l'action extérieure, « [EU-Iceland: Joint Press Release on the Signature of the Security and Defence Partnership](#) », 18 mars 2026. Voir la [note consacrée à l'Islande](#), section IV.
17. Sharon Hudson-Dean, « [Melting Ice and Power Shifts: Europe and Canada Should Seize Their Arctic Moment](#) », Chatham House, note d'analyse, 19 août 2026. Voir aussi « [Russia and China Are Expanding in the Arctic: Europe Needs a New Plan for the Region](#) », Chatham House, note d'analyse, 3 octobre 2025.
18. Source : National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), domaine public.